

Une rentrée « normale » ?

ARCHIVE

vendredi 6 octobre 2020
par [http://sipp.php?uteur232](#)
popularité : 0%

Communication SUD éducation 04

Une rentrée « normale » ?

La crise sanitaire que nous traversons se poursuit. Le ministre Blanquer et le Premier ministre Castex ont démontré ces derniers mois leur incapacité à garantir la santé et la sécurité des personnels. Les injonctions contradictoires se poursuivent au sujet des masques, des tests, des jours de quarantaine, des personnes vulnérables (un jour oui-un jour non), des protocoles à appliquer au pied levé, laissant les personnels dans un profond désarroi, tiraillés chaque jour entre leur éthique professionnelle et les protocoles. **Jamais une politique ministérielle n'a suscité au sein des personnels de l'Éducation nationale, tout corps confondu, autant de risques psycho sociaux et de souffrance au travail.**

Le gouvernement utilise la crise sanitaire pour mettre en place une politique autoritaire, réactionnaire et infantilisante. Les mesures prises (confinement, télétravail, numérique à outrance, interdiction de nous rassembler, port généralisé du masque...) nous isole chaque jour un peu plus les un·e·s des autres. C'est la voie de la répression qui est choisie par le gouvernement pour sanctionner les contrevenant·e·s à ces mesures bien souvent absurdes et non fondées (port du masque obligatoire dans des zones à faible densité de population, interdiction de se rassembler ou de manifester au grand air, par exemple). Les violences policières ne tarissent pas. **Dans l'Éducation nationale, jamais les personnels, tout corps confondu, n'ont été autant méprisés et menacés.** En ce moment, dans plusieurs Académie, comme Poitiers ou encore Toulouse, des personnels font l'objet d'une lourde répression syndicale.

Sur le plan économique, le plan de relance annoncé par le gouvernement est encore une fois à la faveur du privé (y compris dans l'éducation), qui aujourd'hui multiplie les licenciements au nom de la crise (Renault reçoit une enveloppe de 8 milliards d'euros et pourtant annonce la suppression de 4600 postes). **Jamais un gouvernement n'a méprisé, ignoré et manipulé avec autant de vigueur les travailleurs. C'est inacceptable !**

Le ministre Blanquer n'avance même pas masqué ! Outre ses communications réactionnaires (« tenue normale » ou « tenue républicaine » en réaction au mouvement lycéen #14septembre) et sa volonté de poursuivre les réformes engagées coûte que coûte (lycées professionnels, réforme du baccalauréat), son obsession du numérique et de l'enseignement à distance dégradent les conditions de travail et d'étude.

Plutôt que de mettre en place un véritable plan de gestion de crise qui serait fondé sur la création de poste (d'infirmier·e·s, de professeur·e·s pour alléger les effectifs, d'agent·e·s territoriaux pour permettre la mise en place d'un protocole efficace) et de l'aménagement des locaux pour permettre à tous les élèves de suivre leurs enseignements dans les établissements, le ministre Blanquer préfère s'en remettre à un plan numérique d'urgence, qui vise à équiper massivement les établissements et les enseignant·e·s en matériel informatique. Des « kits et mallettes pédagogiques » sont également fournis imposant l'utilisation de tel ou tel logiciel, privant les enseignant·e·s de toute liberté pédagogique.

Une fois de plus (précédemment Amazon pour l'hébergement des données personnelles des élèves collectées lors des évaluations nationales), le ministre Blanquer fait appel aux grandes multinationales du numérique (Microsoft) pour l'acquisition de logiciels sans même chercher des solutions auprès du logiciel libre.

Jamais notre profession n'a été autant menacé, la « stratégie de choc » et l'horizon du ministre Blanquer est aujourd'hui tout à fait perceptible. C'est la fin de l'éducation réellement « nationale » qui est orchestrée ! C'est d'ailleurs la principale explication du maintien de Blanquer à son poste...

Non Monsieur Blanquer ! L'éducation n'est pas une marchandise, l'école n'est pas une entreprise !

SUD éducation 04 met en garde contre toutes les formes de dérives qui tendent à dégrader nos conditions de travail et nos droits.

SUD éducation 04 lance un appel à rester vigilant·e·s face aux mesures qui nous sont imposées et à ne pas tout accepter au nom de la crise sanitaire.

En cette période de rentrée, on se syndique ! Plus encore que d'habitude, du fait de la crise sanitaire, l'adhésion à un syndicat est le geste incontournable de la rentrée.

Pour vos droits, contre les attaques du gouvernement, pour une école égalitaire et émancipatrice, adhérez à SUD éducation 04.

